

<https://ricochets.cc/Coup-d-Etat-legal-en-France-democratie-vaguement-ressentie-dictature-reelle-7772.htm>  
↓



# Coup d'Etat légal en France : démocratie (vaguement) ressentie, dictature réelle

- Les Articles -



Date de mise en ligne : jeudi 8 août 2024

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

Comme il n'y a pas de démocratie en France et que la Constitution du tyran De Gaulle est très souple pour le pouvoir en place, la macronie, le forcené Macron en tête, ne se prive pas de continuer à gouverner, à pérorer et à distribuer des décrets de merde, avec le soutien des médias dominants et en utilisant les saloperies de JO.

Si la même chose se passait dans un autre pays (surtout si une gauche était aux manettes), éditocrates et macronistes seraient horrifiés et hurleraient au coup d'Etat et à l'abus de pouvoir.

## Démocratie ressentie, dictature réelle

### ► [Démocratie ressentie, dictature réelle](#)

Début juin dernier, Macron a annoncé la dissolution de l'Assemblée Nationale et la tenue d'élections législatives dans un délai excessivement court (trois semaines). Espérant jeter une "grenade dégoupillée" dans les jambes de ses adversaires, comme il le disait lui-même, le vent lui a ramené dans la tronche puisque non seulement son parti a perdu lamentablement ces élections, arrivant troisième en nombre de voix, mais en plus ce n'est pas son adversaire préféré, le RN, qui l'a finalement emporté, mais l'union de la gauche. Un mois après la dénouement de ce scrutin - la majorité relative du Nouveau Front Populaire - **rien n'a changé : le gouvernement nommé par Macron est toujours au pouvoir. Il s'agit ni plus ni moins d'un coup d'Etat, ou plutôt d'un auto-Coup d'Etat : lorsque les personnes au pouvoir décident de ne plus jamais le rendre.** Cette réalité est cependant totalement ignorée par la majeure partie des médias et peine à s'imposer dans le débat public. Comment est-ce possible ?

(...)

**Et pourtant, le gouvernement reste. Pire, il continue de prendre des décisions qui affectent la vie des gens alors qu'ils n'ont plus de légitimité démocratique** pour le faire : législation du droit du travail, taux d'intérêts du livret A, politique sécuritaire, budget, apparitions publiques et tentative de récupération des Jeux Olympiques de Paris : nous n'avons pas à faire un gouvernement "démissionnaire", comme la presse mainstream le dit pour tenter de masquer le scandale, mais bien à un gouvernement qui reste en place malgré une défaite électorale.

putsch présidentiel

**Les défenseurs du putsch présidentiel s'appuient scolairement sur la constitution : ce texte conçu par les partisans de l'autoritaire Charles de Gaulle** (qui jouit d'une aura de prestige avec le recul mais qui n'avait rien d'un démocrate) ne prévoit pas de règle stricte pour la nomination d'un gouvernement. C'est le président de la République qui nomme le premier ministre. Et seul l'usage veut qu'il le fasse parmi le groupe politique victorieux aux élections législatives, ce qu'il s'est produit lors de toutes les précédentes cohabitations. Usage que Macron piétine allègrement.

(...)

En bon SAV zélé d'un déni de démocratie, le Monde tente de nous rassurer : le chef de l'Etat aurait admis sa défaite, et "cet aveu conduit le président de la République à imaginer le profil du nouveau chef du gouvernement comme un homme ou une femme, consensuel(le), qui plaise à la gauche comme à la droite tout en offrant, affirme l'Elysée, « un parfum de cohabitation »". On se demande bien pourquoi parler "d'aveu", comme si le président se rabaissait, pour nos beaux yeux, à accepter la réalité électorale, mais tout l'article du Monde respire ce vocabulaire monarchiste, où tous les choix du président sont présentés comme des concessions qu'il daigne accorder à la populace.

(...)

En lisant ces lignes, on se demande si pour pouvoir les écrire sans rire, la mention "serpillère" est requise sur sa carte de presse ? Car oser écrire "référendum tous les ans pour réfléchir aux institutions", alors qu'un référendum est fait pour décider, pas pour réfléchir, et que Macron a déjà battu le record de fausses consultations bidons depuis 2018 sans rajouter "LOL", c'est vraiment le stade Swiffer du journalisme politique. Un tapis de bain Ikéa aurait été

plus critique, vraiment.

Sans avoir besoin de lire loin entre les lignes, les choses sont plutôt claires : malgré sa défaite à plate couture, Macron ne veut rien changer à la politique menée depuis 2017. Ses riches soutiens ne supporteraient pas la moindre avancée en terme de justice fiscale et sociale. Le 25 juillet, le président a même organisé un dîner avec les plus riches patrons du monde pour leur assurer que rien ne changerait.

"il n'y a pas de choix démocratique contre l'intérêt économique des grandes fortunes"

En 2015, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker disait au nouveau gouvernement grec, alors très à gauche, "il n'y a pas de choix démocratique contre les traités européens". Macron a en fait donné aux patrons reçus à l'Elysée un message similaire "il n'y a pas de choix démocratique contre l'intérêt économique des grandes fortunes". Depuis le début, la gauche n'était pas une option : dans le régime autoritaire français, les citoyens ont le choix entre la droite et l'extrême-droite. Le reste, c'est du "hors-jeu".

Il doit maintenant s'assurer que ses règles soient respectées et prend donc le temps de chercher cette personne consensuelle (parmi la classe politique hors gauche) pour nous "offrir", accrochez-vous, un "parfum de cohabitation". Car c'est à ça que nous allons avoir droit, désormais : une apparence de respect de ces élections, un parfum de concession de la part du pouvoir, bref une démocratie "ressentie", comme il y a la température réelle et la température ressentie.

(...)

comment faire en sorte de modifier notre sensation de démocratie au milieu d'un authentique virage dictatorial ?

L'équation est donc, pour l'Elysée et les journalistes de la presse milliardaire qui le soutient, la suivante : **comment faire en sorte de modifier notre sensation de démocratie au milieu d'un authentique virage dictatorial ?** Quels vêtements porter pour nous faire croire à cette mascarade ? Quel type d'activité pratiquer pour parfaire l'illusion ?

Cette dernière question a trouvé sa réponse, ces derniers jours : Macron s'empresse d'aller embrasser, serrer, sécher les larmes, et pousser les enfants des champions olympiques pour espérer sans doute obtenir, par contamination, un peu de leur popularité. **Il espère que la "trêve olympique" qu'il a lui-même décrétée, fonctionne pour masquer la réalité de ce qu'il vient de se produire : un auto-Coup d'Etat, un putsch du garant constitutionnel des institutions démocratiques contre ses propres institutions.**

Pour cela, il peut compter sur les médias mainstreams : les Jeux Olympiques fonctionnent comme un véritable piège à guêpe pour des journalistes majoritairement parisiens qui rivalisent d'enthousiasme pour décrire leur bonheur de vivre dans une capitale devenue parc à jeu pour bourgeois petits et grands. En ce moment, ils n'ont pas le temps de parler du Coup d'Etat

(...)

**Le bon réflexe à avoir, quand on vit dans un régime autoritaire, est d'aller voir ce que dit la presse étrangère de notre pays.** Car s'il est une règle intangible du journalisme en régime bourgeois, c'est que les membres de cette corporation sont nettement plus prompts à qualifier de dictature les régimes qui se situent hors de leurs frontières. C'est logique : ils ont moins peur de vexer leur classe politique ou leurs milliardaires. Comme l'ont relevé nos confrères de Contre Attaque, le journal allemand centriste Die Zeit dit par exemple les termes « Mais qui commande désormais, lors des Jeux Olympiques, qui sont regardés par des milliards de personnes à travers le monde ? Qui commande la police dans les stades ? Qui donne d'innombrables interviews en tant que ministre des Sports ? Qui, en tant que Premier ministre, a commenté les actes de sabotage massifs sur le réseau ferroviaire français ? C'est l'ancien gouvernement. La faction qui a reçu le moins de voix parmi les trois principaux blocs politiques au premier et

au deuxième tour des élections législatives. ». Tandis que le New York Times s'inquiète des germes d'une dérive autocratique (l'euphémisme reste de mise).

(...)

Bientôt, comme à l'automne 2018, Macron et ses fans vont se retrouver nus et seuls face à la colère populaire

Bientôt, comme à l'automne 2018, Macron et ses fans vont se retrouver nus et seuls face à la colère populaire. Ils ne pourront plus faire grand chose pour que leur déni décomplexé de démocratie n'apparaisse au grand jour. Nul doute qu'alors, à Paris comme ailleurs, la température ressentie par Macron et ses sbires augmentera sensiblement.

► voir aussi : [Xavier Bertrand : modéré en apparence, le pire du macronisme dans les faits](#)

Ce n'est plus un secret : Xavier Bertrand, une des figures de la droite, fait campagne pour devenir Premier Ministre de Macron. L'idée fait visiblement son chemin chez les macronistes.

Pourquoi cette hypothèse ? Parce que celui-ci serait susceptible de « faire consensus » entre la droite et le centre gauche. En effet, avec le temps et aidés de journalistes politiques lamentables, Xavier Bertrand est parvenu à gratter l'image d'un modéré, d'un représentant de la « droite sociale ». Tarification à l'acte, mise en place de la franchise médicale et du médecin traitant, service minimum, opposition au mariage et à l'adoption pour les homosexuels... tout son bilan et ses prises de position nous disent pourtant le contraire et nous rappellent qu'il **est un des personnages les plus nocifs de la politique française des 20 dernières années.**

Alors qu'après avoir dissous l'assemblée nationale, Macron n'a pas obtenu de majorité et que la gauche est arrivée en tête et dispose d'une majorité relative, rien n'a changé. Macron refuse de nommer Lucie Castets proposée par le Nouveau Front Populaire comme Première ministre, le gouvernement normalement démissionnaire d'Attal reste en place et continue de prendre des décisions politiques.

**Macron a arbitrairement repoussé la nomination d'un nouveau gouvernement à la mi-août soi-disant en raison des Jeux Olympiques. La vraie raison, nous le disions dans cet article, est que Macron essaie de gagner du temps pour parfaire son coup d'Etat, c'est-à-dire maintenir les macronistes au pouvoir, malgré la défaite, par une alliance de dernière minute avec la droite de LR, alliance qui existait déjà de facto à la fois sur le plan idéologique et dans les votes à l'Assemblée.**

(...)

**Les macronistes pourraient donc s'apprêter à nous expliquer qu'il est plus légitime que LR qui a fait 5,41% aux élections législatives et dont le groupe a 38 députés, accède via Xavier Bertrand au poste de Premier Ministre, plutôt que Lucie Castets, candidate du Nouveau Front Populaire, groupe majoritaire arrivé en tête des élections.**

(...)

L'idée d'un gaullisme social fait donc abstraction du contexte historique qui explique que le capital ait été contraint de faire quelques concessions, à savoir un parti communiste ultra puissant et un risque révolutionnaire dans toute l'Europe, pour nous faire croire que cela aurait, en réalité, été le fruit d'options idéologiques charitables de la droite gaulliste.

(...)